

Publications périodiques

Comptes annuels

SOMAFI-SOGUAFI

Société Anonyme au capital de 21 181 215 euros
Siège social : Zone industrielle des Mangles, 97232 Le Lamentin (Martinique)
303 160 501 R.C.S. Fort de France

Comptes sociaux au 31 décembre 2018

Approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 mai 2019

I. — Bilan

En euros

Actif	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Caisse, banques centrales, C.C.P.		0	0
Créances sur les établissements de crédit	11	23 066 042	28 478 802
Dont créances à vue		23 066 042	28 478 802
Operations avec la clientèle (actif)	8 - 11	119 023 921	110 077 205
. Autres concours à la clientèle		119 023 921	110 077 205
. Comptes ordinaires débiteurs		0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe/variable	1	59 685 099	27 900 232
Participations et autres titres détenus à long terme		0	0
Parts dans les entreprises liées		0	0
Crédit-bail et location avec option d'achat	12	94 664 731	82 342 850
Immobilisations incorporelles	9	76 176	74 458
Immobilisations corporelles	9	467 793	542 334
Autres actifs	13	2 861 689	6 546 079
Comptes de régularisation (actif)	14	4 353 288	3 330 839
Total actif		304 198 737	259 292 799

Passif	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Caisse, banques centrales, C.C.P.			
Dettes envers les établissements de crédit	10	158 133 123	48 350 539
. Dettes à vue		2 683 086	53 285
. Dettes à terme		155 450 036	48 297 254
Operations avec la clientèle (passif)	11	60 757 553	60 077 647
. Autres dettes à vue		2 353 770	2 920 798
. Autres dettes à terme		0	0
. Autres dettes à terme avec clientèle financière ()		58 403 784	57 156 849
Dettes représentées par un titre		0	0
. Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables		0	0
. Emprunts obligataires		0	0
Autres passifs	13	13 928 521	15 962 025
Comptes de régularisation (passif)	14	9 646 020	8 736 416
Provisions pour risques et charges	15	2 540 540	2 940 700
Dettes subordonnées	16	0	0
Aut. D.sub à terme d. I.		0	0
Dettes rattachées		0	0
Fonds pour risques bancaires généraux		711 937	711 937
Capitaux propres hors FRBG	17	58 481 042	122 513 534
Capital souscrit		21 181 215	21 181 215
Réserves & primes d'émission		36 393 925	96 075 027
Provisions réglementées et subvention investissement		0	0
Report à nouveau (+/-)		905 903	5 257 291
Résultat de l'exercice (+/-)			
Résultat en instance d'approbation			
Résultat net			
Total passif		304 198 737	259 292 799

Hors bilan	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Engagements donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle (1)	2 572 717	1 630 464
Engagements reçus		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle (2)	558 328	797 125

(1) Les engagements en faveur de la clientèle correspondent aux ouvertures de crédits consentis non utilisés

(2) Il s'agit des engagements de rachat des immobilisations louées

II. — Compte de résultat

En Euros	Notes	PCEC BQUE	
		31/12/2018	31/12/2017
Intérêts et produits assimilés	2	10 406 915	12 476 753
Intérêts et charges assimilées	2	-6 081 686	-8 196 456
Produits sur opérations de crédit-bail	2	50 696 117	55 308 833
Charges sur opérations de crédit-bail	2	-34 439 717	-33 089 187
Produits sur opérations de location simple	2	861 322	1 236 423
Charges sur opérations de location simple	2	-649 497	-939 309
Revenus des titres à revenu variable		0	0
Commissions (produits)	2	5 932 074	6 371 966
Commissions (charges)	2	-6 358 767	-5 607 396
Gains ou pertes s/OP des portefeuilles de nég		-12 406	0
G ou P s/OP des portefeuilles de placement		0	0
Autres produits d'exploitation bancaire	6	10 230 237	7 486 979
Autres charges d'exploitation bancaire	6	-4 659 952	-540 903
Produit net bancaire		25 924 641	34 507 703
Frais de personnel	6	-13 114 630	-12 635 087
Participation des salariés	6	104 049	-420 442
Frais généraux	6	-13 409 718	-13 159 278
coûts d'acquisition		0	0
Dot aux amort et prov sur immo		-213 120	-229 974
Résultat brut d'exploitation		-708 778	8 062 922
Coût du risque	4	1 617 069	-2 519 177
Résultat d'exploitation		908 291	5 543 744
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	5	-2 388	-286 453
Résultat courant avant impôt		905 903	5 257 291
Impôt sur les bénéfices		0	0
Dot/Rep de FRBG et prov. réglementées		0	0
Résultat net		905 903	5 257 291

III. — Affectation du résultat.

Constatant que le résultat de l'exercice 2018 est un bénéfice de 905 902,73 euros, l'assemblée générale décide d'affecter le résultat de l'exercice :

- à la réserve légale pour un montant de 44 708,93 euros,
- à titre de dividendes pour un montant de 861 193,80 euros, soit un dividende de 0,61 euro par action.

La mise en paiement interviendra dans les 30 jours à compter de l'assemblée générale.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, des distributions de dividendes au titre des trois exercices précédents :

- nous vous rappelons qu'il n'a pas été effectué de distribution de dividendes au titre de l'exercice 2016 et que sur décision de l'assemblée générale tenue le 30 mai 2018, le résultat bénéficiaire de l'exercice 2017 a été affecté à titre de dividende, pour un montant 4 994 426,80 euros, soit un dividende de 3,53 euros par action ;
- l'assemblée générale tenue le 26 février 2018 a décidé la distribution d'une somme de 59 943 967,45 euros (soit 42,45 euros par action), prélevée à hauteur de 41 910 444,00 euros sur le compte « Primes d'apport et de fusion », lequel a ainsi été ramené à 34 320 512 euros, et à hauteur de 18 033 523,45 euros sur le compte « Autres réserves », lequel a ainsi été ramené à 0 euro.

L'assemblée générale prend acte en outre que la Société a supporté une charge de 31 181 euros au titre de l'article 39-4 du Code Général des Impôts au cours de l'exercice écoulé.

IV. — Annexes aux comptes sociaux

Note 1 : Principales règles d'évaluation et de présentation

1/ Présentation des comptes

Les comptes individuels de SOMAFI-SOGUAFI ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables Numéro 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

SOMAFI-SOGUAFI S.A présente des notes annexes qui complètent et commentent l'information financière donnée par le bilan, le compte de résultat et le hors bilan. Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2/ Faits marquants de l'exercice

Les principaux événements intervenus au cours de l'exercice 2018 sont les suivants :

2.1 Renouvellement des opérations de titrisation privées

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan de refinancement, de la recherche de diversification des sources et de réduction des coûts de financement des entités d'Outre-Mer, dont SOMAFI-SOGUAFI, les opérations de titrisation privées initiées en 2017, ont été reconduites au cours de l'exercice 2018 avec de nouvelles conditions. L'objectif est d'accompagner la croissance de la franchise Doms au travers d'outils de financement compétitifs.

2.2 Changement dans la gouvernance de la Société

• À la suite de la démission de M. Alexander Benjamin de son poste d'administrateur en date du 24 juillet 2018, l'assemblée générale a nommé le 25 juillet 2018, sur proposition conjointe du Conseil d'Administration et du Comité des Nominations réuni le 24 juillet 2018, Mme Helen Heslop en qualité de nouvel Administrateur. Mme Helen Heslop est nommée pour une durée de trois ans soit jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

• M. Eric Shehadeh a démissionné de ses fonctions de Directeur Général et dirigeant effectif en date du 25 juillet 2018. Cette démission s'inscrit dans le cadre de la réorganisation du groupe Promontoria MMB et des responsabilités additionnelles que M. Eric Shehadeh a été appelé à prendre.

Pour lui succéder, le Conseil a nommé M. Jacques Rouquette pour une durée de trois (3) années, soit jusqu'au jour de la réunion de l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

M. Jacques Rouquette, en tant que Directeur Général, a la qualité de Dirigeant Effectif au sens de l'article L. 511-13 du Code monétaire et financier. Intégration fiscale 2018

A compter du 1er janvier 2018, une nouvelle intégration fiscale a été mise en place avec la société Promontoria MMB comme tête de groupe et comme sociétés participantes, My Money Bank, Somafi-Soguafi et SOMAFI-SOGUAFI.

3/ Changement d'estimation comptable

Au 31 décembre 2018, les principales modalités de détermination du modèle de dépréciations des créances clients ont été mises à jour. La construction du taux de récupération a notamment été actualisé en :

- Prolongeant l'horizon de récupération ;
- Définissant une nouvelle date de départ de constatation des récupérations ;
- En appliquant des courbes de récupérations sur trois segments de produits : Auto Particulier, Auto SME (Small and Medium Entities) et Consommation (prêts personnels et crédits revolving)

Ce changement d'estimations comptables a conduit à une reprise de dépréciations d'un montant de 1 945 314 euros au 31.12.2018 comptabilisé au sein du compte de résultat.

4/ Principes comptables et méthodes d'évaluation

Opérations de crédit-bail et de location simple

Propriétaire des matériels qu'elle donne en crédit-bail et en location simple, la société les inscrit en immobilisations, à l'actif de son bilan, pour leur coût d'acquisition.

Les biens détenus font l'objet majoritairement d'un amortissement linéaire et pour une partie non significative de l'encours d'un amortissement dégressif. La durée d'amortissement retenue est la durée normale d'utilisation des biens concernés. Les véhicules sont amortis linéairement sur une durée de 5 ans depuis juin 2015, le stock antérieur est amorti sur une durée 4 ans.

Les moins-values comptables de cessions sont comptabilisées dans les charges sur opérations de crédit-bail.

Immobilisations temporairement non-louées :

Le compte des immobilisations temporairement non-louées regroupe l'ensemble des matériels dont le contrat a été résilié ou est arrivé en fin de période de location. La valeur nette des immobilisations temporairement non louées fait l'objet d'une dépréciation à 100%.

Comptabilité financière :

Pour les besoins de la consolidation du groupe PROMONTORIA MMB, la société SOMAFI-SOGUAFI S.A. réalise une liasse de consolidation en normes comptables françaises sur la base d'une vision économique (Comptabilité financière).

L'encours financier correspond au capital restant dû à la date de la dernière échéance facturée autrement dit à l'investissement réalisé, c'est-à-dire au prix d'acquisition, hors taxes récupérables, du matériel loué figurant en immobilisation de crédit-bail et de location simple à l'actif du bilan.

L'amortissement financier correspond à la part du loyer hors taxe affectée à l'amortissement du montant initial financé après rémunération à un taux d'intérêt déterminé du capital restant dû.

La différence entre le résultat comptable et le résultat financier issu de la comptabilité financière constitue la réserve latente ou marge financière. La note 8 Bis décrit le passage du bilan social au bilan financier, justifiant ainsi la marge financière.

Créances sur la clientèle

Les crédits à la clientèle sont répartis selon la nature des concours : comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle avec une segmentation sur la base d'attributs en deux grandes catégories, le financement aux particuliers et aux entreprises d'une part et la location d'autre part.

Les créances sur la clientèle sont ventilées entre encours sains et encours douteux. Par ailleurs, les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées.

Dans le financement aux particuliers et aux entreprises, nous distinguons :

- le crédit Vente à Terme (VAT) ;
- le crédit automobile ;
- l'équipement des ménages ;

- les prêts personnels ;
- le crédit renouvelable.

Dans la location automobile, nous distinguons :

- pour les entreprises : la Location Longue Durée et le Crédit-Bail ;
- pour les particuliers : la Location avec Option d'Achat.

Conformément au CRC 2009-03, les commissions reçues à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, ainsi que les coûts marginaux de transaction sont étalés, suivant la méthode linéaire, sur la durée de vie effective du crédit. L'étalement est porté en produit net d'intérêt dans le Produit Net Bancaire (PNB). Les commissions et coûts de transaction faisant l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Créances saines

Les créances saines sont celles qui, lors de l'analyse périodique qui est réalisée par la société, ne présentent pas de risque de non recouvrement et dont les échéances impayées sont inférieures ou égales à trois mois.

Créances douteuses

SOMAFI-SOGUAFI S.A. applique la réglementation définie par le règlement CRC n° 2002-03 relatif au traitement comptable du risque de crédit modifié par le règlement n° 2005-03 du 3 novembre 2005 et par le règlement n° 2007-06 du 14 décembre 2007. Ce règlement précise qu'une créance est déclassée en créance douteuse lorsqu'elle présente une des caractéristiques suivantes :

- un risque probable ou certain de non recouvrement (impayés depuis plus de trois mois en matière de crédit et crédit-bail mobilier) ;
- un risque avéré sur la contrepartie (dégradation de la situation financière, procédure d'alerte) ;
- l'existence d'une procédure contentieuse.

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par « contagion » un classement identique de la totalité de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, indépendamment de l'existence d'une garantie.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Il doit faire l'objet d'une dépréciation d'un montant approprié prenant en compte l'existence d'une éventuelle garantie. Les encours douteux compromis sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux. L'identification en encours douteux compromis intervient nécessairement au plus tard à la échéance du terme. Le classement d'un encours douteux en encours douteux compromis n'entraîne pas la « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné, et l'encours porté à nouveau en encours sain, lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine.

Créances restructurées

Les créances restructurées sont des créances dont les conditions de remboursement ont été modifiées à des conditions afin d'alléger les mensualités, soit à la demande du client pour une renégociation de taux ou de durée consécutive à une situation financière dégradée pour le client, soit suite à un jugement en application de la loi Neiertz.

Les créances restructurées du fait de la situation financière d'un débiteur peuvent également être à nouveau inscrites en encours sain dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale. Après retour en encours sain, lorsque le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux. Au 31 décembre 2018, le montant des encours restructurés est de 5 547 415 €

Dépréciations

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en appliquant un taux de dépréciation déterminé sur la base d'un taux de récupération, dont le calcul est fondé sur un historique de données collectées dans le temps et en tenant compte de la valeur du bien, soit pour les encours composés de petites créances sur une base statistique.

Elles sont déterminées selon une fréquence mensuelle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles.

Les courbes utilisées pour déterminer les dépréciations sur les encours douteux sont les suivantes :

- Une segmentation « Auto Particuliers »
- Une segmentation « Auto Entreprises »
- Une segmentation de crédit consommation (prêt personnel et crédit revolving).

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif.

Les dotations et reprises sur dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par cette dépréciation figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque pour la fraction en capital des créances et sous les rubriques « Intérêts et produits assimilés » pour la partie intérêts des créances.

Le fait déclencheur du passage en pertes des créances correspond à l'événement justifiant comptablement et fiscalement le passage en pertes. Le passage en pertes est la conséquence de la preuve de l'irrécouvrabilité de la créance. Il en résulte sur le plan comptable, sa constatation en perte et la sortie du bilan de la créance comptable. Cette sortie s'accompagne le cas échéant par la reprise de provision rattachée à la créance.

Les créances sur la clientèle figurent au bilan pour leur montant net de dépréciations. Les dépréciations affectées, appréciées en fonction de la probabilité de perte finale, sont portées en déduction du poste de l'actif correspondant.

Au passif du bilan, sont inscrites les provisions concernant les engagements par signature ainsi que les provisions destinées à couvrir le risque de non recouvrement constituées dès l'octroi des financements sur la clientèle.

Provision sur portefeuilles homogènes

En plus des dépréciations spécifiques présentées ci-dessus, la société comptabilise au passif du bilan une provision pour risque de crédit identifié, sur la base de portefeuille d'encours homogène et fondée sur les informations disponibles permettant d'anticiper un risque de défaillance et de perte à l'échéance.

Provision pour marge financière négative

Lorsque la marge financière afférente aux opérations de crédit-bail et aux opérations assimilées est négative, une provision est constituée dans les comptes sociaux, inscrite au passif du bilan. Au 31 décembre 2018, aucune provision n'a été comptabilisée à ce titre.

Portefeuille titres

Le portefeuille titres de Somafi – Soguafi S.A. est composé uniquement d'obligations et autres titres à revenu fixe. Le montant correspond aux titres détenus par la société dans les principaux fonds communs de titrisation pour un montant au 31 décembre 2018 de 59,69 millions d'euros.

Dettes envers les établissements de crédit

Les dettes envers les établissements de crédit sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit. Les intérêts courus sur l'ensemble de ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie d'un compte de charge.

Comptes créditeurs de la clientèle

Les comptes créditeurs de la clientèle sont ventilés en fonction de leur durée initiale (à vue, à terme). La clientèle inclut la clientèle non financière et la clientèle financière.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au bilan à leur coût d'acquisition ou, le cas échéant, à leur valeur d'apport.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations :

- Agencements et mobilier de bureau : 10 ans linéaire ;
- Matériels : de 3 à 5 ans linéaire ou dégressif lorsque la réglementation le permet ;
- Logiciels acquis :
 - 12 mois linéaire pour les logiciels communs du marché ;
 - 5 ans linéaire pour les logiciels complexes, ayant donné lieu à des travaux importants de mise en place.

Fonds pour risques bancaires généraux

En application des dispositions réglementaires, le fonds pour risques bancaires généraux (F.R.B.G.) comprend l'ensemble des provisions réglementées non affectées à la couverture d'un risque de perte et prises en compte pour le calcul des fonds propres prudentiels.

Intérêts et commissions

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû conformément à l'application du CRC 2009-03.

Commissions d'apporteurs d'affaires payées d'avance

Des commissions ont été payées d'avance à certains apporteurs en contrepartie de l'apport de dossiers de financement sur une période donnée. Sauf disposition contractuelle contraire, ces commissions payées d'avance font l'objet d'un étalement sur la durée de la convention avec l'apporteur d'affaires. Un test d'impairment est réalisé à chaque clôture pour valider la cohérence entre la valeur nette comptable des actifs et leur valeur d'usage, et pour comptabiliser une provision si la valeur d'usage apparaît inférieure à la valeur nette comptable.

Engagements pour indemnités de fin de carrière et Médailles du travail

SOMAFI-SOGUAFI S.A. octroie à ses salariés des indemnités de fin de carrière (IFC) et de médailles de travail. Des provisions sont comptabilisées au passif du bilan pour couvrir les engagements futurs ces IFC.

L'évaluation de ces provisions est réalisée annuellement par le cabinet d'actuariat Mercer. Pour déterminer la charge de l'année, les engagements ont fait l'objet d'une actualisation financière au taux de 1,60 % contre 1,45% l'année précédente.

Crédit d'impôt compétitivité emploi

Un produit à recevoir au titre du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant à 9% des rémunérations éligibles de l'année civile 2018 a été constaté pour un montant de 203 274,75 euros. Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté en diminution des charges de personnel.

Impôt sur les bénéfices

A compter du 1er janvier 2018, une nouvelle intégration fiscale a été mise en place avec la société Promontoria MMB comme tête de groupe et comme sociétés participantes, My Money Bank, Sorefi et SOMAFI-SOGUAFI.

5/ Evénements postérieurs a la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture n'a entraîné la modification des comptes au 31 décembre 2018.

6/ autres informations**Consolidation des comptes**

Les comptes de SOMAFI-SOGUAFI S.A. sont consolidés dans le groupe PROMONTORIA MMB par la méthode de l'intégration globale.

Contrôle fiscal

SOMAFI-SOGUAFI S.A. ne fait l'objet d'aucun contrôle fiscal en cours au 31 décembre 2018.

Informations relatives à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale (art L511-45/ Avis CNC n°2009-11) :

SOMAFI-SOGUAFI S.A. n'a pas d'implantation dans des territoires non coopératifs listés à l'article 1 de l'arrêté du 12 février 2010 pris en application du deuxième alinéa du 1 de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

Note 2 : Produits sur concours à la clientèle

	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Revenus des opérations de crédit	16 338 989	15 774 093
Intérêts et produits assimilés	10 406 915	9 402 127
Commissions et produits assimilés	5 932 074	6 371 966
Charges des opérations de crédit	-12 440 453	-8 015 090
Intérêts et charges assimilées	-6 081 686	-2 407 694
Commissions et charges assimilées	-6 358 767	-5 607 396
Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat	50 696 117	47 219 532
Loyers, indemnités et produits divers	44 715 204	44 457 842
Reprise de provisions		
Plus-values de cessions	2 422 962	2 720 284
Récupérations sur créances amorties	319 099	41 406
Reprise des dépréciations créances douteuses	3 238 852	0
Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat	-34 439 717	-33 089 187
Dotation aux amortissements	-31 363 206	-31 646 441
Dotation aux provisions		
Moins-values de cessions	-3 076 511	-1 442 747
Pertes sur créances irrécouvrables		
Dotation des dépréciations créances douteuses	0	0
Produits sur opérations de location simple	861 322	1 062 816
Loyers, indemnités et produits divers	859 818	967 823
Reprise de provisions		
Plus-values de cessions	20 322	89 136
Récupérations sur créances amorties		
Reprise des dépréciations créances douteuses	-18 818	5 857
Charges sur opérations de location simple	-649 497	-939 309
Dotation aux amortissements	-628 674	-909 658
Dotation aux provisions		
Moins-values de cessions	-20 823	-29 651
Pertes sur créances irrécouvrables		
Dotation des dépréciations créances douteuses	0	0

Note 3 : Résultat des opérations financières

Euros	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Opérations avec les établissements de crédit	-1 656 745	-459 331
Intérêts et produits assimilés	0	-35 025
Intérêts et charges assimilées	-1 656 745	-494 355
Opérations avec la clientèle	4 325 229	-10 604 150
Intérêts et produits assimilés	10 406 915	-8 196 456
Intérêts et charges assimilées	-6 081 686	-2 407 694
Commissions	-426 693	-300 561
Total	2 241 731	-11 364 042

Note 4 : Détail du coût du risque

Euros	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Variation nette des dépréciations sur créances douteuses *	5 505 166	3 628 395
Pertes nettes sur créances irrécouvrables	-3 781 085	-13 902 688
Variation nette des dépréciations sur impayés	0	0
Variation nette des dépréciations sur encours sains	0	7 391 667
Dotation pour garanties données	-37 500	0
Variation nette des provisions pour risques et charges (hors dépréciation encours sains)	-69 511	
TOTAL	1 617 069	-2 882 626

* y compris provisions sur ITNL

Note 5 : Gains ou pertes sur actifs immobilisés

Euros	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Gains sur actifs immobilisés	0	0
Immobilisations incorporelles	0	0
Immobilisations corporelles	0	0
Pertes sur actifs immobilisés	2 388	-286 453
Immobilisations incorporelles	2 388	-286 453
Immobilisations corporelles	0	0
Total	2 388	-286 453

Note 6 : Autres produits et autres charges d'exploitation d'exploitation

Euros	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Autres produits d'exploitation	10 230 237	7 486 979
Produits accessoires	4 662 768	4 169 160
Autres produits divers	5 127 420	2 979 056
Reprise Provisions pour charges	440 049	338 763
Total	10 230 237	7 486 979

Autres charges d'exploitation

Euros	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Autres charges d'exploitation non bancaire		
Autres charges d'exploitation non bancaire (Debt Sales)	-4 659 952	0
Autres charges diverses		
Provisions pour charges	0	-540 903
Total	-4 659 952	-540 903

Charges générales d'exploitation

	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Charges de personnel	-13 010 581	-13 055 529
Frais de personnel	-8 452 232	-8 125 338
Charges de retraite	-782 364	-795 069
Autres charges sociales	-3 569 100	-3 424 709
Impôts et taxes afférents aux frais de personnel	-310 935	-289 970
<i>Sous-total</i>	<i>-13 114 630</i>	<i>-12 635 087</i>
Participation et intéressements des salariés	104 049	-420 442
Impôts et taxes non afférents aux charges de personnel	-1 807 511	-1 497 920
Autres frais administratifs	-11 602 207	-11 661 357
<i>Sous-total</i>	<i>-13 409 718</i>	<i>-13 159 278</i>
Total	-26 420 299	-26 214 807

Effectif moyen

Exercice	Employés	Cadres	Total
2018	118	41	159
2017	113	39	152

Rémunération des organes de direction

Au cours de l'exercice 2018 aucune rémunération n'a été versée par la société aux membres des organes d'administration.

Note 7 : Impôt sur les bénéfices

	Au 31.12.18	Au 31.12.17
--	-------------	-------------

Impôt exigible de l'exercice	0	0
IFA	0	0
Impôt sur les bénéfices	0	0

Note 8 : Opérations avec la clientèle

	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Encours sain net	114 913 405	105 322 347
Encours sain	114 913 405	105 322 347
Encours douteux net	4 110 515	4 754 857
Encours douteux	29 058 103	35 228 298
<i>dont compromis</i>	<i>18 574 160</i>	<i>26 947 157</i>
Dépréciation des créances sur la clientèle	-24 947 588	-30 473 440
<i>dont compromis</i>	<i>18 210 516</i>	<i>0</i>
Total actif	119 023 921	110 077 205

Passage du bilan social au bilan financier**Justification de la marge financière**

	2018	
	Social	Financier
Encours sains	90 972 136	85 307 704
Immobilisations nettes ou Capital restant dû *	90 758 468	85 103 016
Immobilisation en cours	0	0
Impayés sains	201 520	201 520
I C N E	12 148	3 168
Encours douteux	18 617 822	28 274 623
Capital restant dû		9 656 801
Impayés douteux *	18 617 822	18 617 822
I C N E		
Dépréciations de créances douteuses	-15 650 772	-15 872 840
Encours nets	93 939 185	97 709 487
Divers		
Marge financière		-5 349 947
Loyers perçus d'avance ou Agios perçus d'avance	-4 508 279	-2 914 086
Dépréciation de CRD douteux	-431 035	-445 584
Complément de provisions		0
IS latent		
Participation latente		
Provision pour marge financière négative		
Total	88 999 871	88 999 871

* Les ITNL ne sont pas compris dans les montants

Note 8 ter : Détail des dépréciations d'actif

Opérations avec la Clientèle	Au 31.12.17	Dotation	Reprise	Au 31.12.18
Créances douteuses	30 576 364	24 094 173	29 722 948	24 947 588
<i>dont compromis</i>	<i>49 691</i>	<i>4 812,94</i>	<i>0</i>	<i>54 504</i>
Total	30 576 364	24 094 173	29 722 948	24 947 588

Crédit-bail et location avec option d'achat	Au 31.12.17	Dotation	Reprise	Au 31.12.18
Créances douteuses	16 727 171	16 444 082	19 526 891	13 644 362
<i>dont compromis</i>	<i>21 309</i>	<i>0</i>	<i>3 138,37</i>	<i>18 170</i>
Immobilisations	755 690	100 332	10 134	845 888
Total	17 482 861	16 544 413	19 540 163	14 490 250

Location simple	Au 31.12.17	Dotation	Reprise	Au 31.12.18
Créances douteuses	1 605 755	0	14 197	1 591 558
<i>dont compromis</i>	<i>124</i>	<i>0</i>		<i>124</i>
Immobilisations	0			0
Total	1 605 755	0	14 197	1 591 558

Autre dépréciation d'actif

Opérations avec la Clientèle Euros	Au 31.12.17	Dotation	Reprise	Au 31.12.18
Provision débiteurs divers Apporteurs	51 478			51 478
Provision fonds de commerce	0			0
Total	51 478	0	0	51 478

Note 9 : Immobilisations

Euros	Valeur nette au 31.12.17	Valeur brute au 31.12.17	Variation 2018	Valeur brute au 31.12.18	Amortissements ou provisions cumulés au 31.12.18	Valeur nette au 31.12.18
Immobilisations incorporelles	74 458	396 212	22 814	419 026	342 850	76 176
- Exploitation	74 458	396 212	22 814	419 026	-342 850	76 176
Immobilisations corporelles	542 334	3 967 168	117 483	4 084 651	-3 616 858	467 793
- Exploitation	542 334	3 967 168	117 483	4 084 651	-3 616 858	467 793
- Hors exploitation	0	0	0	0	0	0
Immobilisations financières	0	0	0	0	0	0
- Titres de participation	0	0	0	0	0	0

Note 10 : Ventilation par durée résiduelle et éligibilité

Euros	Dettes et créances rattachées (1)		Autres éléments non ventilables (2)		Moins de trois mois (3)		De 3 mois à 1 an	
	Au 31.12.18	Au 31.12.17	Au 31.12.18	Au 31.12.17	Au 31.12.18	Au 31.12.17	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Actif								
Créances sur les établissements de crédit non éligibles au refinancement de l'IEDOM	-	-	23 066 042	28 478 802			-	-
Créances sur la clientèle non éligibles au refinancement de l'IEDOM	364 335	411 339	4 596 104	9 131 477	4 754 088	6 954 789	29 314 752	28 404 808
Passif								
Dettes envers les établissements de crédit			158 133 123	48 350 539			-	-
Comptes créditeurs de la clientèle (4)	0	0	4 323 195	2 920 798	0	0	274 486	274 486
Emprunts subordonnés	0	0	-	-			-	-

(1) Les "Créances sur la clientèle non éligibles au refinancement" correspond aux ICNE

(2) Les "Autres éléments non ventilables" correspondent notamment aux créances douteuses nettes de provisions et aux impayés nets de provisions

(3) NB : Les infos disponibles en 2017 sont à : -2 ans/ 2 à 5 ans / + 5 ans

(4) Y compris les comptes à vue.

Euros	De 1 an à 5 ans		Plus de 5 ans		Total	
	Au 31.12.18	Au 31.12.17	Au 31.12.18	Au 31.12.17	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Actif						
Créances sur les établissements de crédit non éligibles au refinancement de l'IEDOM	-	-	-	-	23 066 042	28 478 802
Créances sur la clientèle non éligibles au refinancement de l'IEDOM	67 773 157	58 762 713	12 221 485	6 410 046	119 023 921	110 075 173
Passif						
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-	158 133 123	48 350 539
Comptes créditeurs de la clientèle (4)	39 118 435	39 118 435	17 041 438	17 041 438	60 757 553	59 355 156
Emprunts subordonnés	-	-	0	0	0	0

(1) Les "Créances sur la clientèle non éligibles au refinancement" correspond aux ICNE

(2) Les "Autres éléments non ventilables" correspondent notamment aux créances douteuses nettes de provisions et aux impayés nets de provisions

(3) NB : Les infos disponibles en 2017 sont à : -2 ans/ 2 à 5 ans / + 5 ans

(4) Y compris les comptes à vue.

Note 11 : Opérations avec les entreprises liées, filiales et participations

	Au 31.12.18		Au 31.12.17	
	Total	dont entreprises liées (1)	Total	dont entreprises liées (1)
Actif				
Créances sur les établissements de crédit	23 066 042	0	28 478 802	0
Créances sur la clientèle	119 023 921		110 077 205	
Autres actifs	2 861 689		6 546 079	
Comptes de régularisation	4 353 288		3 330 839	
Passif				
Dettes à vue envers les établissements de crédit	-2 683 086		-53 285	
Dettes à terme envers les établissements de crédit	-155 450 036		-48 297 254	
<i>Sous-total dettes envers les établissements de crédit</i>	<i>-158 133 123</i>		<i>-48 350 539</i>	
Comptes créditeurs de la clientèle	60 757 553	-288 310	60 077 647	57 156 849
Autres passifs	13 928 521		15 962 025	
Comptes de régularisation	9 646 020		8 736 416	
Hors bilan				
Engagements reçus	558 328		797 125	
Engagements donnés	2 572 717		1 630 464	

(1) Opérations se rapportant à des entreprises susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable

Note 12 : Opérations de crédit-bail et de location simple

Euros	Crédit-bail et location avec option d'achat		Location simple	
	Au 31.12.18	Au 31.12.17	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Immobilisations nettes				
Immobilisations (1)	89 430 254	74 854 895	1 328 214	1 561 147
- Dépréciations des Immobilisations	-845 888	-755 690	0	0
- Décotes sur encours rachetés	-399 407	-362 034	0	0
Créances rattachées				
Comptes débiteurs de la clientèle (2)	5 083 884	37 764 374	67 674	114 993
Loyers courus non échus	0	0	0	0
Total	93 268 843	111 501 546	1 395 888	1 676 141

(1) Immobilisations

Euros	Valeur nette au 31.12.17	Valeur brute au 31.12.17	Variation 2018	Valeur brute au 31.12.18	Amortissements cumulés au 31.12.18	Valeur nette au 31.12.18
Crédit-bail	74 854 895	169 956 489	8 067 978	178 024 467	-88 594 214	89 430 254
Location simple	1 561 147	5 684 158	-203 847-	5 480 311	-4 152 097	1 328 214

(2) Comptes débiteurs de la clientèle (factures impayées)

Euros	Crédit-bail et location avec option d'achat		Location simple	
	Au 31.12.18	Au 31.12.17*	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Créances saines nettes	1 700 616	1 099 009	50 961	-28 564
Créances douteuses nettes	3 383 268	3 211 022	16 713	143 557
Créances douteuses	17 027 630	19 938 194	1 608 270	1 749 395
Dépréciation des créances	-13 644 362	-16 727 171	-1 591 558	-1 605 837
Total	5 083 884	4 310 032	67 674	114 993

* Une correction a été apportée aux données 2017

Note 13 : Autres actifs et autres passifs

Autres actifs

	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Dépôts et cautions versées	1 737 112	1 985 286
Personnel	102 565	-345 777
Etat & collectivités publiques IS	211 286	3 972 087
Etat & collectivités publiques TVA	304 872	1 096 686
Fournisseurs Débiteurs	295 068	-12 344
Divers	210 785	19 475
Total	2 861 689	6 715 413

Autres passifs

	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Dépôts de garantie reçus sur location	143 634	0
Etat et collectivités publiques IS	845 352	245 944
Fournisseurs :	4 570 461	
- Assurances et entretien	970 062	6 849 114
Organismes sociaux & Personnel	2 406 251	7 460 709
Participation des salariés	76 810	408 000
Divers (dont dividendes à verser)	4 915 951	143 983
Total	13 928 521	15 107 751

Note 14 : Comptes de régularisation

Actif	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Valeurs reçues à l'encaissement	89 978	
Charges constatées d'avance	22 180	
• sur opérations financières	239 786	495 178
• sur opérations de gestion	761 441	

• Apporteurs brut	0	0
• Autres charges à répartir		
• Divers	3 239 903	987 619
Total	4 353 288	1 482 797

Passif	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Produits constatés d'avance sur opérations financières	4 508 279	4 338 474
Charges à payer		
• Fournisseurs	3 061 408	3 039 078
• Personnel		
• Charges fiscales		
Compte de régularisation divers	2 076 332	-1 358 864
Total	9 646 020	6 018 687

Note 15 : Détail des principales provisions**Provisions inscrites au passif**

Provisions au passif	Au 31.12.18
Provisions non bancaires	
Provisions pour charges *	2 235 162
Provisions pour risques	305 378
Provisions bancaires	
Impayés	(0)
Provision Passive	0
Total	2 540 540

* Les provisions pour charges comprennent :

La provision pour médaille du travail pour 458 842 €

La provision pour indemnités de fin de carrière pour 827 725 €

Ces deux dernières provisions sont déterminées par un cabinet d'actuaire extérieur « Mercer » selon les règles comptables en vigueur

Ces provisions sont actualisées annuellement

Note 16 : Dettes subordonnées

	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Emprunt à durée indéterminée	0	0
Dettes rattachées	0	0
Total	0	0

Note 17 : Tableau de variation de la situation nette

(en milliers d'euros)	Capital	Réserve légale	Autres réserves	Dividendes	Report à nouveau	Primes de fusion et d'apport	Résultat	Total des capitaux propres	Valeur nominale des actions	Nombre d'actions existantes	Quote-part de chaque action dans les capitaux propres (en euros)
Capitaux propres avant affectation au 31/12/2017	21 181	1 811	18 034			76 231		117 256	15	1 412 081	83
Résultat de l'année 2017							5 257				
Affectation du résultat 2017		263		4 994			- 5257				
Capitaux propres après affectation au 31/12/2017	21 181	2 073	18 034		0	76 231	0	117 519	15	1 412 081	83
Distribution de dividendes en 2018			-18 034			-41 910					
Capitaux propres avant affectation au 31/12/2018	21 181	2 073	0	0	0	34 321	0	57 575	15	1 412 081	41
Résultat de l'année 2018							906				
Affectation du résultat 2018		45		861			- 906				
Capitaux propres après affectation au 31/12/2018	21 181	2 118	0	0	0	34 321	0	57 620	15	1 412 081	41

Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices en €.

	2014	2015	2016	2017	2018
Capital en fin d'exercice					
Capital social	19 063 095	19 063 095	19 063 095	21 181 215	21 181 215
Nombre des actions ordinaires existantes	1 270 873	1 270 873	1 270 873	1 412 081	1 412 081
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer :					

. Par conversion d'obligations					
. Par exercice de droits de souscription					
Chiffres d'affaires hors taxes	99 650 548	82 470 405	80 051 203	60 901 525	60 773 423
Résultat avant impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	8 425 780	12 337 904	9 694 618	5 907 708	1 332 143
Impôt sur les bénéfices	2 453 243	3 601 627	3 591 480	0	0
Participation des salariés due au titre de l'exercice	369 911	230 844	555 965	420 442	213 120
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	5 402 417	8 269 385	5 308 906	5 257 291	905 903
Résultat distribué	60 002 982	0	0	4 994 427	59 943 967
Résultat par action					
Résultat après impôt et participation des salariés, mais avant charges calculées (amortissements et provisions)	4,41	6,69	4,36	3,89	0,79
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	4,25	6,51	4,18	3,72	0,64
Dividende net attribué à chaque action	47,21	0,00	0,00	3,53	42,45
Avoir fiscal					
Personnel					
Effectif	153	158	152	152	159
Montant de la masse salariale de l'exercice	7 082 626	8 021 932	8 314 579	8 125 338	8 452 232
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécu. sociale, œuvres sociales,...)	4 174 815	4 438 833	4 418 945	4 219 778	4 351 464

Immobilisations au 31 décembre 2018

Désignation	Immobilisations				Amortissements				Valeurs Nettes Comptables
	Valeurs brutes Début exercice	Mouvements 2018		Valeurs brutes Fin d'exercice	Montant Début exercice	Mouvements 2018		Montants Fin d'exercice	
		Acquisitions	Cessions			Mouvements 2018 Dotations	Cessions		
CREDIT BAIL / LOA	169 956 489	34 439 717	29 690 196	178 024 467	95 101 594	31 363 206	38 528 935	88 594 214	86 770 145
LOCATION SIMPLE	5 684 158	1 957 756	2 161 603	5 480 311	4 123 010	628 674	599 587	4 152 097	1 328 214
BIENS LOUES	175 640 647	36 397 474	31 851 800	183 504 778	99 224 604	31 991 880	39 128 522	92 746 310	88 098 359
DROIT D'ENTREE	0			0					0
Autres éléments du fonds commercial	80 000			80 000	20 000	10 000	0	30 000	50 000
PROGRAMMES INFORMATIQUES	316 213	22 814		339 026	301 754	11 096		312 850	26 176
IMMOB INCORPORELLES	396 213	22 814	0	419 026	321 754	21 096	0	342 850	76 176
TERRAINS	0			0					0
BUREAUX (immeuble)	0			0	0			0	0
MATERIEL ET OUTILLAGE	1 564 287	107 616		1 671 903	1 415 930	100 410		1 492 112	179 791
AGENTS INSTAL BUREAU	2 402 881	9 867	0	2 412 748	2 009 104	115 642	0	2 124 746	288 002
IMMOB CORPORELLES	3 967 167	117 483	0	4 084 651	3 425 034	216 052	0	3 616 858	467 793
IMMOB D'EXPLOITATION	4 363 380	140 297	0	4 503 677	3 746 788	237 148	0	3 959 708	543 969
TERRAIN	0		0	0					0
CONSTRUCTIONS	0		0	0	0	0	0	0	0
AGENTS & MOBILIER	0	0	0	0	0	0	0	0	0
IMMOB HORS EXPLOITATION	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total biens propres	4 363 380	140 297	0	4 503 677	3 746 788	237 148	0	3 959 708	543 969

NB : des réajustements ont été faits pour corriger des erreurs sur les exercices antérieurs.

V. — Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'attention de l'Assemblée générale de SOMAFI-SOGUAFI S.A,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SOMAFI-SOGUAFI S.A relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Estimation, au titre du risque de crédit, des dépréciations des créances clients

Votre société constitue des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par la société SOMAFI-SOGUAFI S.A. décrite dans la note 1 de l'annexe, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier, par sondage, l'application de cette approche.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans Je rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une

opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 6 mai 2019

Le commissaire aux comptes :

KPMG S.A.
Fabrice Odent
Associé

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est mis à disposition du public au Siège social de la société.